

Pourquoi le processus de paix est de nouveau bloqué

PROCHE-ORIENT Relancé début septembre, le dialogue israélo-palestinien a tourné court avec la reprise de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est

Les pourparlers directs entre Palestiniens et Israéliens n'auront duré que trois semaines. Au catalogue de « bazar moyen-oriental » des exigences et conditions de paix, Benjamin Netanyahu a ajouté un nouvel article : la nécessité pour les Palestiniens de reconnaître Israël en tant qu'Etat juif. Le Premier ministre israélien en a fait, à la mi-octobre, la condition préalable à la mise en œuvre de la reconduction du moratoire sur la construction de nouvelles colonies juives en Cisjordanie, exigée par les Palestiniens pour poursuivre les négociations de paix. Ce moratoire partiel de 10 mois, concédé par Benjamin Netanyahu sous la pression de Washington pour favoriser la reprise du dialogue direct entre les deux camps interrompu depuis l'hiver 2008-2009, a expiré fin septembre sans que le chef du gouvernement israélien accepte sa reconduction tacite.

Avions contre gel de la colonisation

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, qui a du coup suspendu le dialogue, a exclu sur-le-champ la nouvelle exigence de Benjamin Netanyahu, à savoir « que les dirigeants palestiniens affirment sans équivoque qu'ils reconnaissent Israël comme la patrie du peuple juif ». Selon l'entourage de Mahmoud Abbas, non seulement elle heurte



Cette poignée de main, le 2 septembre dernier, à Washington, entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président palestinien Mahmoud Abbas mettait fin à vingt mois de silence entre les deux pays. Trois semaines plus tard, le dialogue était à nouveau rompu.

(Photo Jason Reed/Reuters)

les 20 % d'Israéliens d'origine arabe et dénie de facto le « droit au retour » des réfugiés des guerres de 1948 et 1967, mais en outre elle n'a jamais été imposée à l'Égypte et à la Jordanie avant de conclure la paix avec Israël. L'Autorité palestinienne a en tout cas fait savoir, il y a une semaine, qu'elle ne reprendra les négociations de paix qu'en cas de gel des constructions dans les colonies juives, y compris à Jérusalem-Est. Soutiens de « créer les conditions d'une reprise des négociations pouvant déboucher sur une solution à

deux Etats et à une paix globale », les Etats-Unis ont proposé à Israël des mesures incitatives pour le pousser à se rasseoir à la table des négociations. L'Etat hébreu a ainsi indiqué la semaine dernière que Washington lui avait promis 20 avions furtifs F-35 en échange d'un gel des constructions d'une durée de trois mois en Cisjordanie. Mais la proposition américaine divise les partenaires de la coalition – dominée par les partis favorables aux colons – du Premier ministre israélien (lire ci-dessous). Ceux-ci ont exigé que les Etats-Unis confirment

par écrit que le gel des travaux de construction qu'ils réclament ne s'appliquerait pas aux terrains occupés de Jérusalem-Est (1).

« Pas de priorité à la question frontalière »

Mahmoud Abbas a jugé inacceptable de coupler les négociations suspendues avec une offre d'aide militaire supplémentaire de Washington à son allié israélien. « Nous ne sommes pas seuls à vouloir l'arrêt des colonies, il y a aussi les Etats-Unis, le monde et une bonne partie de l'opinion publique israélienne. (...) le problème se situe entre le gouvernement américain et Israël », a-t-il fait valoir.

Abbas attend aussi d'Israël une vue d'ensemble claire des frontières d'un futur Etat palestinien. Netanyahu a déclaré récemment aux députés de son parti qu'il ne donnerait aucune priorité à des discussions sur les frontières. « Il n'y aura pas d'entretiens séparés sur les frontières », a dit le chef du gouvernement israélien. Cette question, selon lui, sera négociée dans le cadre d'un examen plus large des « problèmes substantiels » qui se posent entre les deux parties.

1. Israël considère Jérusalem-Est comme partie de sa capitale, ce qui n'est pas reconnu internationalement. Les Palestiniens, eux, revendiquent ce secteur comme la capitale de leur futur Etat.

17 ans de pourparlers pour la paix

Le Palestinien Mahmoud Abbas et l'Israélien Benjamin Netanyahu se sont engagés, le 2 septembre dernier, à se rencontrer toutes les deux semaines pour déterminer « les compromis nécessaires qui établiront une paix durable pour Israël et les Palestiniens ». Les premiers pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens remontent au 13 septembre 1993. Ils se sont déroulés à Oslo (Norvège). Après six mois de négociations secrètes, Yitzhak Rabin, le Premier ministre israélien de l'époque, et le dirigeant palestinien Yasser Arafat vont échanger une poignée de main historique, qui rapprochera les deux peuples en guerre. Pour autant, la guerre opposant Israéliens et Palestiniens dure depuis 1948, année de la création de l'Etat juif d'Israël. Depuis 62 ans, plusieurs accords de paix ont été signés entre les deux peuples, mais, dans les faits, le conflit n'a jamais cessé.

Dossier réalisé par Thierry RIVIÈRE (avec Reuters) triviere@nicematin.fr

Le plan américain divise la coalition en Israël

Le plan américain destiné à relancer les discussions de paix divise la coalition gouvernementale en Israël et même le Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu. Ce plan préconise un gel de 90 jours des constructions dans les colonies juives de Cisjordanie – mais, pas à Jérusalem-Est – et comporte l'engagement de ne pas chercher à prolonger ce gel à l'issue des trois mois.

« Un traquenard diplomatique »

Washington offre à Israël plusieurs garanties en matière de sécurité pour le cas où un accord de paix serait signé, notamment en lui livrant des avions de combat. Pour le ministre israélien de la Défense, le travailliste Ehud Barak, l'offre américaine prend suffisamment en compte les risques stratégiques que courrait Israël en cas de création d'un Etat palestinien. « Je pense que nous sommes

face à un véritable désaccord » au sein du gouvernement, a déclaré à la mi-novembre Benny Begin, ministre sans portefeuille, membre du Likoud et fils du défunt Premier ministre Menachem Begin qui avait signé la paix avec l'Égypte en 1978. Pour lui, l'offre des Etats-Unis de livrer à Israël vingt avions furtifs F-35, d'une valeur de trois milliards de dollars, « est l'appât destiné à nous entraîner dans un traquenard diplomatique ». « Nous ferons tout ce qui est notre pouvoir pour empêcher un gel (des constructions) », a ainsi déclaré de son côté le député du Likoud Zeev Elkin. Au sein de sa coalition, Netanyahu doit donc faire face à la fronde de certains de ses collègues du Likoud hostiles, comme Begin ou Elkin, à toute concession, mais aussi à l'opposition des ultranationalistes et des religieux partisans farouches de la colonisation dans ce

qu'ils appellent la Judée-Samarie. « Nous n'accepterons aucun moratoire, pas même pour trois mois, pas même pour deux mois, pas même pour un seul jour. Pour nous, cette expérience est terminée », a tranché à la mi-novembre le ministre israélien des Affaires étrangères, l'ultranationaliste Avigdor Lieberman.

La marche arrière d'Obama sur les colonies Pour les Palestiniens, le président Barack Obama semble faire marche arrière à propos des colonies juives en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, qu'il jugeait il y a peu illégales. La proposition de gel des constructions pour 90 jours en Cisjordanie uniquement signifie que « les Etats-Unis acceptent l'annexion de Jérusalem-Est » par Israël, estime Hanan Achraoui, négociatrice palestinienne et membre de la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

Questions à

Esther BENBASSA

Historienne, directrice d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne). Auteur de « Israël Palestine : Les enjeux d'un conflit » (CNRS Editions, 2010) (1)

« On peut imaginer à terme une fédération autonome »

Est-ce uniquement à cause de la colonisation que l'on ne peut pas parvenir à la paix au Proche-Orient ? Pas seulement. Du côté israélien tant que la sécurité (éphémère) est assurée par le mur de séparation, la population, de plus en plus droitisée et nationaliste, soutient le gouvernement. En face, c'est le découragement total et l'impuissance. L'Autorité palestinienne doit également gérer le Hamas. Le grand problème des deux côtés est l'absence de grandes figures politiques pour imposer une paix viable. **Israël a annoncé l'organisation d'un référendum sur tout traité**

impliquant un abandon de terres annexées. Au risque de compliquer encore un peu plus les négociations de paix directes ? Les résultats d'un tel référendum sont prévisibles. S'il avait été fait à l'époque des pourparlers d'Oslo, ils auraient été différents. Le gouvernement israélien actuel risque de s'en sortir renforcé dans ses positions dures. Il pourra par la suite dire aux Américains que dans une démocratie c'est le peuple qui décide. Et la décision du peuple peut fort bien être de ne pas céder les territoires occupés. **Aujourd'hui, les discussions sont axées sur une solution à deux Etats. La création**



d'un seul Etat est-elle une utopie ? Ce n'est pas une utopie, mais une impossibilité. Les Israéliens et les Palestiniens réalistes qui y songent ne sont pas si nombreux. Mais, on peut imaginer à terme une fédération autonome (Gaza + Cisjordanie) rattachée pour un temps à Israël sous certaines conditions et avec certains avantages octroyés par ce dernier, et plus tard une confédération de deux ou trois Etats liés entre eux par des traités d'échanges commerciaux, culturels, technologiques, etc.

1. Consulter également son site : www.esterbenbassa.net ou son blog (Passage Benbassa) sur www.rue89.com